

Unité départementale de la Marne

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADM Bazancourt SASU

114 rue de Pomacle,

CS 30 004,

51110 Bazancourt

Références : D1 i 2023-524

Code AIOT : 0005701552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement ADM Bazancourt SASU implanté 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt. L'inspection a été annoncée le 12/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le suivi des suites établies pour l'établissement au cours des précédentes visites d'inspection avec la thématique eau et le suivi des mises en demeure en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADM Bazancourt SASU
- 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt
- Code AIOT : 0005701552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ADM Bazancourt est une entreprise du groupe ADM qui transforme, sur son unité de la plateforme de Bazancourt (51), des céréales en produits édulcorants, en protéines, en amidons et divers composants à destination des marchés de l'alimentation humaine, de la nutrition animale, de

l'industrie et de la fertilisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement d'APMD
- Effluents aqueux
- Gestion raisonnée de la ressource en eau
- Odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Effluents aqueux	Lettre du 05/08/2022	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement APMD	AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 1 et 2	/	Sans objet
2	Récolement APMD	AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 1 et 2	/	Sans objet
4	Gestion raisonnée de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article 2 et 3	/	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 11/04/2023, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rencontré de nouveaux dépassements des VLE pour les rejets aqueux issus de la station d'épuration de l'établissement en 2022. Ces dépassements ont donné lieu à un plan d'actions que l'exploitant s'est engagé à mettre en place. Il est rappelé que les effluents issus de cette industrie agroalimentaire sont épandus sur des terres agricoles. Ainsi, dans ce contexte, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite uniquement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réalisation du plan d'actions et mise en place des mesures conservatoires
Constats : L'ensemble des points des points de la mise en demeure du 14 mars 2022 a été traité par l'exploitant aussi bien la réalisation du plan d'actions que des mesures conservatoires qui ont été pérennisées à travers l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-APC-73-IC du 11 avril 2023. Il est à noter que sur le point 6 du plan d'actions de l'article 1, une étude a été réalisée par l'exploitant, mais à ce jour il n'y a pas de solution efficace. La modification du mode de traitement des effluents a permis de réduire les émissions odorantes provenant du bac tampon RL2. L'inspection considère que le sujet est traité sur ce point mais nécessitera un suivi de l'exploitant dans le temps. L'arrêté de mise en demeure n°2022-MD-041-IC du 14 mars 2022 modifié, peut donc être levé.
Observations : L'exploitant s'engage à transmettre la dernière mise à jour du plan d'actions relatifs à la gestion des odeurs de manière annuelle comme demandé dans l'APC précédemment cité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Récolement APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Étude odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Remise de l'étude odeur conforme
Constats : Les compléments de l'étude odeurs demandé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 5 juillet 2022 modifié, ont été remis le 14 décembre 2022 à l'inspection par courriel. Ces compléments répondent désormais à ce qui était attendu de l'étude odeur initiale. La dernière campagne de relevé olfactif a été réalisé le 24 avril 2023 par la société mandatée par l'exploitant . Ces campagnes de relevé ont permis après la réalisation d'un certain nombre de travaux de déterminer de manière synthétique les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• il n'y a pas eu d'importante amélioration au niveau de l'évaporateur 4 ;• une amélioration a été constatée au niveau des tours aéroréfrigérantes 6 et 8 échantillonnées ;• le sécheur de l'usine a été intégré au périmètre d'investigation. Ces constats n'ont pas fait évoluer les modélisations initiales réalisées selon l'exploitant. Aussi l'exploitant poursuit ses efforts sur cette problématique en menant des actions par itération et en réalisant de nouveaux relevés olfactifs au fur et à mesure de l'avancée des travaux pour vérifier l'efficacité des actions entreprises. Ainsi l'inspection considère que l'arrêté de mise en demeure 2022-MD-132-IC du 5 juillet 2022, modifié, peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Lettre du 05/08/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau des valeurs limite d'émission figurant dans l'arrêté préfectoral de l'établissement
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 3 mai 2022, il avait été demandé à l'exploitant par lettre de suite préfectorale de ne pas dépasser le double de la VLE pour les effluents aqueux pendant 6 mois consécutifs.</p> <p>7 dépassements du double de la VLE ont été observés sur la période 2022/2023. L'exploitant a signalé systématiquement à l'inspection ces dépassements. Ils ont porté principalement sur les paramètres DCO et MES. Pour rappel, les effluents du site sont épandus, l'impact est donc à modérer.</p> <p>Aussi, l'inspection a balayé avec l'exploitant le jour de la visite les causes des dysfonctionnements rencontrés ainsi que le plan d'actions en cours sur l'établissement avec les échéances associées.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires relatives aux eaux résiduaires après épuration par lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra transmettre l'avancée du plan d'actions transmis à l'issue de la visite d'inspection. Les échéances indiquées courent jusqu'au 30/12/2023. Ainsi, l'exploitant aura réalisé toutes les actions envisagées dans son plan d'actions 2023 pour cette date.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Gestion raisonnée de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 2 :</p> <p>Le diagnostic doit préciser :</p> <p>l'historique des réductions de consommation et/ou de rejet enregistrées sur les dix dernières années ;</p> <p>les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau, notamment :</p> <p>le type d'alimentation (raccordement à un réseau, provenance et interconnexions de ce réseau) et ses caractéristiques (localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé),</p> <p>les débits minimum et maximum des dispositifs de pompage,</p> <p>les usages qui en sont faits ;</p> <p>les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;</p> <p>les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;</p> <p>les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;</p> <p>les pertes dans les circuits de prélèvement ou de distribution du site ;</p> <p>les dispositions temporaires envisageables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;</p> <p>les limitations des rejets aqueux possibles en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de</p>

<p>débit des cours d'eau récepteurs ; les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement en sécurité de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ; les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 3 mai 2022, il avait été demandé à l'exploitant par lettre de suite préfectorale d'approfondir l'étude technico-économique afférente à la gestion de la ressource en eau de l'établissement pour le 31 décembre 2022.</p> <p>Cette étude a été amendée par l'exploitant et transmise en date du 22 décembre 2022. Le groupe ADM s'est engagé dans une démarche groupe dénommée « STRIVE 35 ». Cette démarche inclus, selon l'exploitant, la réduction de la consommation en eau de 10 % de la consommation en eau de l'établissement pour 2035 par rapport à 2019.</p> <p>L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement est paru le 5 juillet 2023 au journal officiel de la République française.</p> <p>Suite à la parution de cet arrêté, il a été demandé, par courriel, aux exploitants de se positionner par rapport aux prescriptions applicables. Une fois les retours analysés et instruits, des arrêtés préfectoraux complémentaires pourront être proposés à monsieur le préfet de la Marne afin d'adapter les dispositions de ce dit arrêté aux circonstances locales. Le cas échéant, les éléments issus du diagnostic remis pourront être intégrés à ce projet de prescriptions réglementaires complémentaire.</p>
<p>Observations : L'exploitant s'engage à se positionner par rapports aux nouvelles prescriptions applicables aux ICPE en matière de sécheresse pour fin juillet 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>Article 3.1.3.1. Plan de gestion des odeurs L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et met en œuvre une procédure d'exploitation relative à la gestion des émissions odorantes (plan de gestion des odeurs). Cette procédure concerne l'ensemble des sources d'émissions odorantes de l'établissement. Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre de son système de management environnemental, ce plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p>

- un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple)

Ces mesures se déclineront en différents niveaux de réduction (par exemple : gestion différenciée des éluats de régénération, fonctionnement à marche réduite, traitement externe des effluents, arrêt complet de l'activité source de nuisances, etc.), selon différents paramètres dont les conditions météorologiques du moment, les cibles potentielles exposées, la durée des émissions odorantes ou encore le nombre de signalements portés à la connaissance de l'exploitant ;

- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

L'inspection des installations classées est informée dans les meilleurs délais par l'exploitant, dès le premier signalement reçu, des actions engagées par celui-ci. Un rapport circonstancié « d'incident odeur » sera transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, sur demande.

Article 3.1.3.2. Bilan annuel

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan odeurs annuel portant sur l'année précédente, il traitera au minimum des points suivants :

- une revue du plan de gestion des odeurs en précisant les axes d'amélioration identifiés le cas échéant ;
- un bilan des actions menées concernant la prévention et la réduction des odeurs ;
- une synthèse des nuisances odeurs générées avec leur analyse.

Le premier rapport sera transmis au préfet pour le 1er avril 2023.

Constats : Le premier bilan annuel a été transmis par l'exploitant en mars 2023. il inclut la synthèse des odeurs pour l'année 2022 réalisée par le jury de nez de la plateforme de Bazancourt, le plan d'actions à jour de la société concernant la thétique odeur ainsi que la dernière version en vigueur de la procédure de gestion des odeurs de la société.

L'inspection a souhaité réaliser une tournée odeur avec le personnel d'ADM comme décrit dans la procédure. La tournée a été réalisée avec un chef de poste formé sur la thématique odeur. Les vents provenaient du secteur Nord-Est le jour de la visite.

Quelques notes odorantes de légère intensité ont été relevées au niveau :

- des points D et E : odeur de bassins
- du point C : odeur d'amines
- entre le point C et I : odeurs d'excréments

Aucune cible recensée par l'exploitant n'était exposée aux odeurs le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet